

Directeurs-Gérants :
F. DE RODAYS & **A. PÉRIER**
 Rédacteur en chef. Administrateur.
 SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :
Gaston CALMETTE
 TÉLÉPHONE : 102.46 Rédaction
 102.47 Administration
 ANNONCES ET RÉCLAMES
 Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT
 Fondateur
 RÉDACTION
 ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
 26, Rue Drouot, 26 — PARIS
 ABONNEMENT
 Trois Mois 15 30 60
 Six Mois 28 56 112
 Un An 52 104 208
 Départements... 18 36 72
 Union Postale... 21 42 84
 On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

MORT DE M. FÉLIX FAURE

M. Félix Faure est mort hier soir à dix heures, emporté en deux heures et demie par une attaque d'apoplexie. A la veille de sa mort, il avait été atteint d'une attaque d'apoplexie, et, après avoir été transporté à l'hôtel de la République, il avait été placé dans son cabinet, où il avait été trouvé mort.

Ce n'est point sans regret, pourtant, qu'il a dû quitter ce bas monde, où les hasards de la politique et les cahots de notre vie nationale lui avaient attribué une place inespérée, inattendue, si non imméritée. Il en savait rien, lui, le pauvre homme, et il en remplissait les charges avec un dévouement, un tact et une solidité à toute épreuve.

Il y goûta d'ailleurs des joissances qui en multiplièrent et en rehaussèrent les attrait. Il eut cet honneur de représenter ce pays-ci, au moment récent de son histoire où d'augustes amitiés vinrent lui révéler, peut-être à lui-même, qu'il avait reconquis, à force de sagesse, de prudence et de travail, la place morale et matérielle perdue après nos désastres. Soit qu'il regât au nom du pays des hôtes souverains, soit qu'il allât montrer, dans un voyage historique, une façon de monarque en habit noir aux peuples du Nord, il sut être à la hauteur de sa tâche et ne pas déparer le sommet sur lequel il trônait.

De même, quand il visitait les pauvres, les malades, les travailleurs, les humbles, il savait trouver pour eux des paroles affables et dignes qui les touchaient et les laissaient dans la consolante perspective des solidarités humaines.

En somme, il a vécu quatre belles années, heureuses autant qu'on peut l'être, ne faisant point de malheurs, et laissant aux foules, et aussi aux personnalités politiques, l'impression que produit un brave homme.

Je ne crois pas que sur ce cercueil prématurément ouvert tombe une parole de haine ou de mépris qui soit réellement méritée.

Après cet hommage, que nous dicte la sincérité autant que la courtoisie, il nous est permis de songer un peu au pays et de nous demander quels seront pour lui les résultats de cette mort soudaine.

Dans d'autres temps, lorsque survivaient encore les illusions parlementaires et la foi ardente en la vertu intrinsèque de la République, la disparition subite d'un Président n'eût été qu'un incident sans répercussion profonde sur les destinées mêmes du régime qu'il représentait.

On l'a bien vu, au moment de la mort de M. Carnot, qui, coïncidence bizarre, a disparu, lui aussi, pendant que M. Charles Dupuy détenait le pouvoir, qu'il lui avait confié. A ce moment, malgré l'émotion soulevée par un assassinat épouvantable, malgré les luttes ardentes entre la fraction modérée et la fraction radicale de la République, la transmission des pouvoirs présidentiels s'est accomplie sans la moindre secousse et a pu être renouvelée, sans plus d'inconvénients, quelques mois après.

Mais aujourd'hui, les choses sont un peu plus compliquées. Des difficultés nouvelles ont augmenté nos divisions, des questions ont été imprudemment soulevées qui ont déchaîné des fureurs, des haines, des méchancetés calomnieuses, des férociétés dont on aurait pu nous croire incapables.

Aujourd'hui, le pays ne se trouve pas dans la situation d'un homme en bonne santé. Il représente un malade atteint d'une de ces affections désorganisatrices qui interdisent la moindre opération et rendent dangereuse la moindre émotion.

Ce n'est point tant, dans de pareilles conditions, la mort du Président qui est dangereuse pour le pays. C'est le choix de son successeur qui pourrait amener le désordre en surexcitant les ambitions.

Tout le monde comprendra combien les jours que nous allons vivre vont être décisifs, non pas pour la République qui n'est point dans nos préoccupations, mais pour la Patrie elle-même.

Seulement, nous pouvons nous haïr, nous pouvons nous combattre, nous ne pouvons pas sérieusement nous accuser les uns les autres de manquer de patriotisme. Peut-être n'avons-nous pas tous le même idéal. Tous, nous avons du moins le même amour pour la France, et ce n'est pas un mérite que de nourrir un pareil amour pour un pays que les autres humains semblent nous envier, et qu'ils ont raison de nous envier.

C'est cet amour de la patrie qui nous assagira dans les jours qui vont venir. C'est lui qui nous empêchera de nous combattre autour de ce cercueil.

Nous devrions, pour quelques heures, jusqu'à ce que Félix Faure soit remplacé, tout au moins oublier les sujets qui nous divisent et ne songer qu'aux périls qui nous menacent si les Chambres an-

portaient dans le choix du nouveau Président les mêmes violences, les mêmes incohérences que dans leurs travaux législatifs, et si leur surexcitation habituelle était encore augmentée par les surexcitations de la rue.

D'ailleurs, on peut avoir confiance sur ce point dans l'énergie de M. Charles Dupuy qui a la spécialité de ces inter-règnes, et qui n'a donné à personne le droit de douter de la droiture de ses intentions.

Pour nous, qui avons le sentiment d'avoir été toujours les serviteurs fidèles des intérêts conservateurs en ce pays-ci, et d'avoir toujours immolé nos préférences particulières au bien général, nous attendons avec confiance l'honnête homme que le Parlement doit aux Français.

On peut dire, si on tient compte des choix qu'il aurait pu se laisser arracher, que le Congrès a eu la main assez heureuse jusqu'ici. Carnot, Casimir-Perier, Félix Faure ont été, en somme, de braves gens qui n'ont jamais songé à faire le mal et qui ont fait tout le bien que leur a permis la Constitution. Nous souhaitons au Congrès encore plus de bonheur, ou plus de perspicacité, si l'on veut, et nous espérons qu'après nous avoir donné le Président de l'Alliance russe, il nous donnera le Président de la pacification nationale.

J. Cornély.

LA MORT

Il était sept heures moins dix : on allait se mettre à table. Le Président de la République, qui travaillait dans son cabinet, appela M. Le Gall, le dévoué directeur de son cabinet, et lui dit qu'il se sentait subitement très fatigué. M. Félix Faure, appuyant la main sur son cœur, dit :

— Ah ! je ne sais pas ce que j'ai, je n'en puis plus.

— Une petite indisposition, fit M. Le Gall. Vous ne pouvez rien avoir de sérieux. Vous n'avez commis aucune imprudence aujourd'hui.

— Mais si, au contraire. Je souffre là... beaucoup même.

Et M. Félix Faure allait tomber sur le tapis. M. Le Gall le soutint et l'assit sur le canapé du cabinet de travail, essayant vainement de le rassurer.

— Je ne suis pas bien... répète le malade.

Le général Bailloud était venu. Il aida M. Le Gall à étendre M. Félix Faure sur le canapé. Les deux chefs des maisons civile et militaire envoyèrent chercher des médecins.

Précisément il y en avait un qui venait d'entrer dans le palais, le docteur Léon Humbert, de Rambouillet, un cousin du commandant Humbert, de la maison militaire du Président de la République. Il accourut auprès du malade et constata tout de suite qu'il était sous le coup d'une angine de poitrine foudroyante.

A ce moment pourtant l'état général ne présentait encore aucun danger sérieux. Il y avait menace. Rien de plus. M. Félix Faure continuait à parler. Il était le seul à se rendre compte de son état et, au milieu de sa famille désespérée, annonçait sa mort. Tout à coup il eut une syncope.

Le docteur Lannelongue accourut, ainsi que le docteur Cheurliot, et ils essayèrent des révélsifs.

Pendant près de trois quarts d'heure, l'état léthargique dura. M. Félix Faure avait, paraît-il, une maladie de cœur. Plus d'une fois il avait répété : « Si je suis emporté tout d'un coup, ce sera par le cœur. » On comprend donc l'angoisse de sa femme et de Mlle Lucie Faure, qui crurent aussitôt à la réalisation de ses pressentiments.

Mme Félix Faure envoya chercher à Saint-Philippe du Roule un prêtre, qu'on nous dit être l'abbé Renault.

A huit heures vingt, la mère et la fille eurent une lueur d'espoir. Les révélsifs commençaient à produire quelque effet. Le malade ouvrit les yeux, remua les bras. On s'empressa autour de lui. Comme sa femme et sa fille l'embrassaient, il dit :

— C'est fini... Je sens bien que c'est fini... Je demande pardon à tous ceux que j'ai pu offenser.

C'est alors qu'arriva le prêtre, bientôt suivi d'un Dominicain.

L'abbé administra les derniers sacrements et récita les prières des agonisants. M. Félix Faure n'avait déjà plus que des mouvements convulsifs.

Il était huit heures trente-cinq. Atré, on informa le ministre de l'intérieur que l'état du Président de la République était considéré comme désespéré.

On fit appeler tous les membres de la maison militaire et de la maison civile du chef de l'Etat. M. Le Gall donna l'ordre de fermer les portes de l'Elysée et de n'y laisser entrer que ses hôtes ou les intimes.

L'agonie continuait.

A dix heures précises, M. Félix Faure rendait le dernier soupir.

A la chapelle

Avant même la constatation de la mort, on avait allumé les lumières de la petite chapelle de l'Elysée, où le Dominicain, bientôt rejoint par une partie du personnel de l'Elysée, appela la bénédiction du ciel sur celui qui était dans les affres de la mort.

Pendant deux heures, on n'entendit que des sanglots dans cette petite chapelle devenue le refuge de toutes les personnes qu'on ne pouvait admettre dans la chambre mortuaire.

Immédiatement la nouvelle d'un « accident grave » se répandit dans les journaux.

Avant onze heures, les reporters demandaient soit M. Le Gall, soit le gé-

ral baron Bailloud, soit les officiers de la maison militaire.

Les hommes de garde vinrent dire que tous ces messieurs étaient dans l'impossibilité de recevoir qui que ce soit et qu'on enverrait au ministère de l'intérieur, à M. Adrien Dupuy, frère du président du Conseil, toutes les communications à faire à la presse.

Pour être sûr que personne n'entrerait par la porte de M. de Gourlet, architecte du palais, ou par celle des officiers, on donna l'ordre de ne point répondre aux coups de sonnette.

On se contentait d'ouvrir à deux battants, pour la reformer aussitôt, la porte charretière quand un agent avait reconnu les visiteurs qui se présentaient en voiture.

D'abord, il n'y eut que des intimes, puis quelques attachés d'ambassade croyant avoir été mal informés par le téléphone et venant s'assurer de la trisité et cruelle vérité.

A onze heures, une compagnie d'infanterie vint se placer devant la porte de fer, que l'on ouvrit.

C'est la compagnie qui vient rendre les honneurs au mort...

APRÈS LA MORT

Les membres du gouvernement

Le premier soin de M. Le Gall avait été d'aller avertir M. Charles Dupuy, auquel il fit part de l'état très grave de M. le Président de la République, en lui disant néanmoins de ne pas se rendre encore à l'Elysée, pour ne pas effrayer Mme et Mlle Félix Faure, qui se refusaient encore à croire à la gravité du mal.

Le président du Conseil resta donc à la place Beauvau, recevant d'instants en instants des nouvelles, jusqu'au moment où il apprit que la fin approchait à grands pas. Il se rendit alors à l'Elysée où il eut la douleur d'assister aux derniers moments de M. le Président de la République.

Il avait fait préalablement avertir les présidents des deux Chambres, ainsi que tous les ministres qui arrivèrent à l'Elysée dans un état d'émotion facile à comprendre. Les femmes des ministres s'y étaient également rendues pour entourer, dans cette terrible épreuve, Mme et Mlle Félix Faure, dont la douleur faisait mal à voir.

La nouvelle s'étant répandue avec la rapidité de la foudre, l'affluence fut bientôt considérable aux abords de l'Elysée. Des sénateurs, des députés, des journalistes arrivèrent tout effarés. La plupart sont en habit noir, ayant appris la catastrophe au théâtre, ou dans le monde.

Tous essayent de pénétrer dans le palais, mais la consigne est très rigoureuse. Les grilles sont fermées et il est défendu d'entrer aux personnes dont la présence n'est pas absolument indispensable.

Cependant, la porte s'ouvre devant certaines personnalités qui avaient leurs grandes et leurs petites entrées à l'Elysée. Voici M. Barthou qui arrive très ému. Il vient d'apprendre la nouvelle en se promenant sur le boulevard, et il ne peut encore y croire. Détail navrant : c'était hier le jour de réception de Mme Barthou et l'une des visiteuses a été Mme René Berge, la fille du Président de la République, qui n'est partie qu'à sept heures du soir, juste au moment où son infortuné père, qu'elle avait laissé dans la journée en pleine santé, était frappé de l'attaque qui devait l'emporter.

M. Barthou ne reste que quelques instants à l'Elysée, et après avoir présenté ses condoléances respectueuses et émuës à Mme et Mlle Faure, ainsi qu'à Mme Berge, il ressort pour aller chercher Mme Barthou, qui ignore la triste nouvelle, et avec laquelle il revient à l'Elysée, pour assister, dans cette cruelle circonstance, à la famille de l'infortuné Président dont il était l'ami et dont il fut bien souvent l'hôte dans sa villa du Havre.

D'autres personnalités arrivent successivement. Voici MM. Mesureur, Baduel, Ville, Dauzon, Etienne, Emmanuel Arène, Thomson, Chautemps, Lasserre, de Montfort, de Grandmaison, députés ; Forichon, premier président de la Cour d'appel ; Bourdeley, maire du huitième arrondissement, qui arrive tout effaré :

— Est-ce possible ?

— Hélas !

— On vient de me prévenir à l'instant, de la mairie. C'est effrayant ! Je l'avais encore vu il y a quelques jours, plein d'entrain, de santé !

C'est, du reste, le cri général, et la soudaineté de cette mort contribue à l'impression de stupeur désolée qui se peint sur tous les visages. A ce point de vue, les plus impressionnés sont certainement les ministres qui, le matin même, ont tenu leur Conseil habituel sous la présidence de M. Félix Faure, et qui ont pu constater sa parfaite lucidité d'esprit et l'état excellent de sa santé.

C'est ce que nous dit M. Peytral, qui sort des premiers, très affligé et encore tout ému d'avoir contemplé sur son lit de mort l'homme qu'il avait vu le matin plein de vie :

— C'est épouvantable, nous dit-il... Ce matin encore, le Président avait présidé le Conseil sans que rien pût nous faire soupçonner qu'il avait seulement un malaise ! Et ce soir nous apprenons qu'il n'est plus ! oui, vraiment, c'est épouvantable !

Comment avez-vous été averti ?

— Mais il y a une heure ou une heure et demie, par le président du Conseil... J'étais chez moi à travailler. Je n'ai eu que le temps d'arriver. C'était fini !

— Et rien, dites-vous, ne pouvait faire supposer que le Président fût seulement souffrant ?

— Rien... Cependant, je viens d'apprendre par Le Gall qu'il n'avait pas fait ce matin sa promenade ordinaire. Vous savez qu'il avait l'habitude de sortir presque tous les matins à cheval. Il avait dit à Le Gall : « C'est curieux, je me sens un

peu fatigué, j'ai les jambes un peu molles. » Il lui répéta encore ce propos à l'après-midi, mais il n'y avait vraiment pas là de quoi s'inquiéter ; d'ailleurs, je vous le répète, durant tout le Conseil, qui a été fort long et très absorbant, il n'avait pas eu même l'apparence d'un malaise, ni même d'une distraction.

Nous demandons à M. Peytral comment Mme Félix Faure et ses filles, qui entouraient le Président de tant d'affection, supportent ce coup terrible. M. Peytral qui vient de les voir à l'instant n'a qu'un mot et un geste désolé.

— Ah ! les pauvres femmes !... dit-il. C'est navrant !

Quelques instants après, M. Charles Dupuy sort à son tour de l'Elysée, donnant le bras à Mme Charles Dupuy tout en noir. Tout le monde s'incline sur le passage du président du Conseil qui est profondément ému et semble avoir peine à retenir des larmes. Mme Charles Dupuy est également très émue.

Il traversa à pied la courte distance qui sépare l'Elysée du ministère de l'intérieur, et le président du Conseil vint bien nous permettre de l'accompagner. Nous lui adressons la même question qu'à M. Peytral, celle qui vient le plus naturellement à l'esprit :

— Comment avez-vous appris la triste nouvelle, monsieur le président ?

— Comme un coup de foudre, littéralement. Cela s'est passé presque en moins de temps qu'il n'en faut pour le dire. J'ai été averti par M. Le Gall que le Président était très mal, et quelques instants après, il était mort ! lui que nous avions vu le matin si dispos, si alerte, attentif à toutes les questions qui se débattaient, sachant si bien placer un mot utile, et donner un sage conseil !... Ce n'est vraiment pas croyable !

Et M. Dupuy hâte nerveusement le pas, en homme qui est en proie à une vive émotion.

— Un si excellent homme !... nous dit-il, plein de cordialité et d'affection pour ses collaborateurs !... Et si loyal, si modeste, si dévoué à sa mission, de son rôle de pacificateur !... C'est un malheur, un grand malheur !

Nous prenons congé de M. le président du Conseil, à qui nous nous en voudrions de poser d'autres questions. M. Charles Dupuy, malgré l'émotion qui l'agitait, a dû pourvoir aux nécessités de sa haute fonction, télégraphier aux préfets, prendre toutes les mesures utiles, et l'on conçoit qu'il n'ait guère le cœur et l'esprit à la conversation. Nous nous permettons, cependant, de lui demander quand il pense que le Congrès aura lieu.

— Ce soir, nous dit-il, le Président de l'Assemblée nationale. Mais on peut prévoir, dès à présent, que le Congrès aura lieu samedi.

En ce qui concerne les autres questions, comme par exemple la date des obsèques et le lieu de sépulture, elles seront envisagées au Conseil des ministres qui se tient exceptionnellement ce matin.

A onze heures nous rencontrons dans la grande cour de l'Elysée le ministre de la marine, qui se promène tout pensif.

Il nous raconte comment, le matin même, en présidant le Conseil des ministres, M. Félix Faure, alors très bien portant et de fort bonne humeur, lui avait demandé plusieurs documents nécessaires à son travail.

— Je les lui ai envoyés à quatre heures par mon secrétaire, qui les lui a remis en mains propres. Très tranquillement M. Félix Faure les a examinés, m'a fait remercier... Et je viens de le voir sur son lit de mort. Il me semble que ce n'est pas vrai. Je n'ose pas sortir d'ici...

LA NOTE OFFICIELLE

A minuit, l'Agence Havas a communiqué aux journaux la note suivante, c'est-à-dire la nouvelle officielle de la mort :

Le Président de la République a succombé ce soir à dix heures, à une attaque d'apoplexie foudroyante.

Le président du Conseil, qui assistait aux derniers instants du chef de l'Etat, a fait part de la douloureuse nouvelle à MM. les présidents des Chambres et aux membres du gouvernement.

Le Gouvernement a aussitôt adressé aux préfets et sous-préfets la dépêche suivante :

J'ai la douleur de vous annoncer le décès de M. le Président de la République survenu à dix heures, à la suite d'une attaque d'apoplexie foudroyante.

Veillez prendre toutes les mesures pour assurer immédiatement les populations du deuil qui frappe la République.

Le gouvernement compte sur toute votre vigilance dans ces douloureuses conjonctures.

Une heure après, l'Agence Havas publiait les détails suivants sur les derniers moments de M. Félix Faure : ils confirment et complètent ceux que nous avons déjà donnés :

A six heures du soir, M. Félix Faure qui se trouvait dans son cabinet de travail vint à la porte du cabinet de M. Le Gall qui est contigu au sien et lui dit :

— Je ne suis pas bien, venez à moi.

M. Le Gall se précipita aussitôt vers le Président, qui se soutenait encore très bien, et le conduisit jusqu'à son canapé.

M. Le Gall appela immédiatement le général Bailloud et M. Blondel, ainsi que le docteur Humbert qui, par hasard, se trouvait à ce moment à l'Elysée, après de son parent, le commandant Humbert.

L'état du Président de la République ne parut pas tout d'abord excessivement grave ; mais comme, aux yeux du docteur Bergeon, il empirait d'instants en instants, on fit mander par téléphone les docteurs Lannelongue et Cheurliot.

M. Charles Dupuy, président du Conseil, était en même temps prévenu.

sa pleine connaissance, la situation était des plus graves.

Ce n'est que vers huit heures que Mme Félix Faure, Mlle Lucie Faure, M. et Mme Berge furent informés par les médecins de l'état désespéré du Président de la République.

Mme Félix Faure, Mlle Lucie Faure, M. et Mme Berge vinrent alors auprès de M. Félix Faure, qui était resté étendu sur son canapé transformé en lit de camp.

Quelques minutes après leur arrivée, le Président de la République commença à perdre connaissance, et, malgré tous les soins qui lui furent prodigués, il rendit le dernier soupir à dix heures précises.

M. Charles Dupuy, qui n'avait pas quitté l'Elysée, fit immédiatement prévenir les présidents des deux Chambres et les ministres et adressa au gouverneur général de l'Algérie, aux préfets et aux sous-préfets un télégramme les informant de la terrible catastrophe.

La nouvelle de la mort du chef de l'Etat n'a été connue que vers onze heures, et à partir de ce moment a commencé à l'Elysée un déluge de personnalités politiques. Mais seuls les ministres ont pu pénétrer dans le palais.

LA VIE ET LA CARRIÈRE

DU PRÉSIDENT

M. Félix Faure a dû sa fortune politique à la faveur de Gambetta, qui s'éleva un instant de lui comme Napoléon III de Clément Duvernois, et à un discours qu'il prononça plus tard, en novembre 1893. Gambetta le donna pour second à M. Rouvier, ministre du commerce, et sa protection ne fut pas inutile à ce sous-secrétaire d'Etat pour graver les premières pentes de ce plateau étroit et escarpé où trône la Fortune.

Le discours fut un véritable événement. M. Félix Faure, alors simple député, signala avec beaucoup de force le péril que font courir à la République ces révolutionnaires qui ne reculent devant rien et ces gouvernements faibles qui reculent devant tout. Aux cabinets de concentration, alors en faveur, il opposa ces ministères énergiques dont les membres, unis dans le passé, solidement liés pour l'avenir, s'appuyent sur une majorité qui conspire avec eux, puisent dans une union étroite, dans une discipline sévère, cette solidité qui décourage et réduit à l'impuissance les violents.

Lorsque le Congrès le désigna pour présider la République, on crut généralement qu'il serait le Président de ce discours. Il le fut, par intervalles ; mais on demeura très vite chez lui un certain penchant, un gottassez-vif — et qui surprit — pour ces ministères de concentration où les radicaux exploitent et oppriment les modérés. Il choisit M. Bourgeois, M. Brissot, M. Charles Dupuy et ne leur fit d'infidélité qu'en faveur de M. Méline.

Né à Paris le 30 janvier 1841, fils d'un tapissier, M. Félix Faure suivit les cours d'une école professionnelle, en sortit pour se rendre en Angleterre et, revenu en France pour y fonder une tannerie, travailla de ses mains, confondu parmi les ouvriers, pour apprendre le métier de tanneur. Il existe, à l'on dit, dans sa maison du Havre, une vieille photographie où il figure avec son bourgeois et son tannier.

M. Félix Faure, pendant les premiers mois de sa présidence, parlait, sans complaisance, de ces mois d'apprentissage dans l'intimité des laborieux et des humbles. On applaudissait, un peu partout, aux évocations de ce passé si honorable ; toutefois, on les aurait voulu un peu moins fréquentes dans ses discours officiels. Pierre le Grand fut charpentier, à son honneur ; mais il n'en tira point vanité et se souvint, de temps à autre, qu'il était le chef d'un grand peuple. M. Félix Faure écouta ces légères critiques, et l'on put constater, un peu plus tard, qu'il en avait fait son profit.

Consul de Grèce au Havre, armateur, industriel, commerçant, il présida bientôt la Chambre de commerce. Officier de mobiles pendant la guerre, il fit son devoir contre les envahisseurs et aussi contre les insurgés de la Commune. Député à quarante-quatre ans, il évita d'abord la tribune et siégea dans les Commissions jusqu'au jour où Gambetta l'embarqua en sous-ordre dans son Grand Ministère. M. Jules Ferry lui remit le sous-secrétariat des colonies, M. Tirard l'y maintint et il reçut de M. Charles Dupuy le portefeuille de la marine.

Président de la République, M. Félix Faure s'attacha surtout à donner plus d'éclat, de prestige, de grandeur à sa fonction. Très convaincu que la Constitution faisait de lui un de ces monarques constitutionnels qui règnent et ne gouvernent pas, il accorda plus d'importance que ses prédécesseurs au côté décoratif de son rôle. Comme il avait volontiers aux lèvres le mot de Louis-Philippe : « Surtout, pas d'affaires ! » il montra un certain empressement à désarmer ceux qui en font si volontiers, non seulement aux ministres, mais aux chefs de l'Etat. Dans toutes les crises, il confectonna quelques gâteaux fortement sucrés à leur intention. Ce qui ne les empêcha point, M. Bourgeois étant ministre, de mêler à son milieu présidentiel quelques gouttes d'absinthe.

Grand chasseur, comme Charles X, ses adversaires lui reprochaient parfois de pousser un peu loin, comme Louis XIV, les scrupules d'étiquette. De pareils rapprochements, bien qu'il y entrât un peu d'opposition et d'envie, n'avaient rien qui pût désobliger.

L'heure brillante, le triomphe de sa courte Présidence fut le voyage du Tsar à Paris et la visite à Saint-Petersbourg qui tintrent, pendant quelques mois, l'attention de l'Europe fixée sur M. Félix Faure.

Grand, bien découplé, la figure régulière et belle, la moustache forte, l'œil largement ouvert, la bouche volontiers souriante, d'une parfaite correction de tenue, le Président de la République avait toutes les qualités extérieures de sa

fonction ; il en avait aussi quelques-unes des vertus intimes.

M. Félix Faure au ministère de la marine

Le 30 mai 1894, M. Félix Faure prenait le portefeuille de la marine dans le cabinet Dupuy, succédant à l'amiral Lefèvre.

A peine arrivé rue Royale, le nouveau ministre montrait cette activité juvénile dont il devait jusqu'à son dernier jour donner tant de preuves. Il entreprenait un voyage dans nos différents ports de guerre pour se rendre un compte exact de la situation et des besoins de la marine. Il entra ainsi en contact direct avec ses subordonnés et, dès cette première rencontre avec nos officiers de vaisseau, il gagnait franchement leur affection et leur sympathie.

Député d'un grand port, Félix Faure n'était pas étranger aux questions maritimes. Il avait eu, de tout temps, le goût de la mer ; comme homme d'affaires, il était intéressé dans diverses entreprises maritimes ; comme sous-secrétaire d'Etat aux colonies, comme membre de commissions parlementaires, il avait suivi de près la direction du département de la marine ; bref, il avait sur les choses de la mer plus de « clartés » que n'en ont d'ordinaire les terriens.

Cela aurait déjà suffi, sans doute, à lui valoir quelque faveur auprès des marins, mais ses qualités naturelles de courtoisie et d'amabilité, son désir de progrès, sa sollicitude constante lui firent une place à part dans le cœur de ceux dont il était devenu le chef.

Il eut, dans l'élaboration de nos programmes navals, une ampleur de vues qu'on aurait tort de passer sous silence ; il a montré, dans plusieurs occasions, qu'il avait de la guerre navale une conception très nette et très claire. C'est à lui notamment qu'on doit la mise en chantier des premiers cuirassés dénommés croiseurs-corsaires, c'est-à-dire des croiseurs assez rapides et assez largement pourvus de combustible pour pouvoir donner la chasse aux grands paquebots ennemis.

Pour faire triompher cette idée qui se rattachait directement à la conception de la guerre de course, Félix Faure eut à faire contre de la volonté et de fermeté, car il avait contre lui quelques marins un peu retardataires qui ne paraissaient pas vouloir comprendre quel grand rôle pourrait jouer dans les guerres futures la supériorité de vitesse. Pour cette volonté et

fois, et il n'y eut de candidats que M. Brisson, M. Waldeck-Rousseau et M. Félix Faure.

M. Brisson avait pour lui sa légendaire austerité, et il était le candidat des radicaux.

M. Waldeck-Rousseau était, par son talent et son passé, le candidat préféré des modérés, mais il y avait longtemps qu'il se tenait éloigné de la politique, et on trouvait qu'il y revenait un peu tard, pour le poste suprême. Son élection eût été assurée sans cette parenthèse dans sa vie.

M. Félix Faure avait fait belle figure comme vice-président de la Chambre, et comme ministre de la marine. On le savait riche, de belles manières et de belle prestance. Il aurait rempli à merveille un rôle qui est, en réalité, plus représentatif qu'exécutif.

Au premier tour, M. Brisson eut 338 voix, M. Félix Faure 224, M. Waldeck-Rousseau, 184. M. Loubet en eut autant; Rochefort, l'amiral Gervais et le maréchal Canrobert eurent chacun une voix.

Aussitôt, M. Waldeck-Rousseau, se montrant homme de convictions sincères, se désista et fit afficher son déstachement dans les couloirs, pour assurer l'élection de M. Félix Faure.

Au second tour, en effet, M. Félix Faure obtint 430 voix, contre 361 à M. Brisson.

Le résultat fut proclamé au milieu de cris de l'extrême gauche : « A bas la réaction ! »

Après la séance, M. Challemeil-Lacour, qui présidait le Congrès, se rendit avec M. Duport et les ministres dans une salle du rez-de-chaussée où M. Félix Faure se tenait, et là, le procès-verbal de la séance fut remis avec les pouvoirs de chef de l'Etat, pouvoirs bien faibles assurément, mais qui sont néanmoins l'honneur suprême.

M. Félix Faure ne répondit à M. Duport et à M. Challemeil-Lacour que par quelques paroles de remerciements, mais l'instant d'après on ouvrait les portes aux nombreux électeurs du nouveau président qui fut alors plus prolixe. Dans son speech de remerciements, il prononçait ces paroles :

« Je cesse dès à présent d'appartenir à un parti, pour devenir l'arbiter entre tous ; c'est dans cet esprit que je fais appel sans distinction d'opinion républicaine, au concours des représentants de la nation. »

Il le prouva en appelant aussitôt au pouvoir un cabinet radical, avec M. Bourgeois pour président du Conseil.

Et dès son entrée à l'Elysée, le soir même, accueilli par les cris de : « Vive Brisson ! » poussés par des hommes de la rue, M. Félix Faure répondait de sa voiture :

— Et moi aussi je crie : « Vive Brisson ! »

Ce qui fit faire les manifestants.

Le nouveau président semblait se sous une bonne étoile ; tout lui servait. Une popularité naissante s'affirma sur le vocabulaire de « petit tanneur ». C'était un homme du peuple, un commerçant et un homme du monde ; cette gradation remplissait tous les desiderata pour un président de république démocratique.

NOTES INTIMES

Sauf à la veille d'un voyage à Nice, M. Félix Faure ne fut jamais malade à l'Elysée, avant l'indisposition subite qui vint de l'enlever en quelques heures. Et cependant il ne s'est pas ménagé. Il s'est au contraire surmené, et on peut dire qu'il mourut de sa vie officielle.

Très matinal — ses secrétaires et collaborateurs en savent quelque chose — il donnait des rendez-vous à son domicile de la rue de Madrid, avant d'être nommé Président de la République, de six heures du matin à huit heures. Quand il n'était pas occupé par des visites, il était au travail dans son cabinet de travail, préparant des rapports en fumant une courte pipe. A l'Elysée, en plein hiver, il conservait les mêmes habitudes. On pouvait apercevoir, des six heures du matin, au coin de la rue de l'Elysée, des fenêtres brillamment éclairées : c'étaient celles des appartements du Président.

A peine levé, il prenait une immersion d'eau glacée, le fameux *tub* des Anglais. Même dans ses voyages, il n'oubliait pas son *tub* qu'on installa à bord du cuirassé qui l'emmena en Russie.

Il s'habillait rapidement afin d'être le plus vite possible au travail.

Sa chambre à coucher était d'intérieur très modeste : le lit de fer, le lit aux ferrures de cuivre. Auprès, une chaise longue, deux ou trois fauteuils ; sur la cheminée, une pendule bourgeoise avec des flambeaux non moins bourgeois ; au mur, une tenture sombre et dessus une dizaine de cadres qui contenaient des portraits intimes, entre autres ceux de Mme et Mlle Lucie Faure.

Aussitôt habillé, le Président passait dans un de ses cabinets de travail. Il retrouvait là soit une des personnes de sa maison civile, soit l'officier de semaine, venant prendre ses instructions.

Après avoir pris connaissance de son courrier — particulier — et avoir donné des instructions à ses secrétaires, il se décidait à faire un tour au bois, à cheval. Excellent cavalier, M. Félix Faure aimait beaucoup monter à cheval, et il se faisait accompagner, naguère encore, dans ses promenades, par M. Le Gall, qui était on ne peut plus dévoué pour lui, le commandant de Lagarenne et plusieurs officiers.

Il se rendait dans un coupé attelé d'un cheval du côté de l'Arc de Triomphe et s'arrêtait au rond-point des cavaliers, dans une contre-allée de l'avenue du Bois.

Là l'attendant Montjarrat et un groom tenant en main son cheval favori, un magnifique azean clair.

A peine en selle, M. Faure et sa suite traversaient le bois à une allure assez vive, d'ordinaire. Très souvent il allait à Bagatelle voir manœuvrer la cavalerie. Il regardait avec intérêt évoluer les escadrons et se plaisait à commenter les manœuvres avec ses officiers d'ordonnance. Puis, après une chevauchée vers Surènes, il revenait par le Bois jusqu'au rond-point des cavaliers. Là, il reprenait son coupé, et à neuf heures précises, il était rentré à l'Elysée.

De nouveau au travail, il dépouillait la correspondance arrivée depuis son départ, dans son cabinet du rez-de-chaussée. Examinant tout en détail, ne laissant rien à l'imprévu, il se faisait exposer toutes les affaires avec minutie.

A dix heures, son courrier était entièrement lu et annoté, et le général Bailly et M. Le Gall, directeur du cabinet civil, entraient dans son cabinet pour

recevoir des mains du Président les nombreuses lettres auxquelles il était nécessaire de répondre d'urgence.

Le lundi et le jeudi, il y avait réception pour les ministres, les ambassadeurs et conseillers d'Etat, les procureurs généraux, les généraux, les archevêques, évêques, hauts magistrats, etc.

Tous ceux qui ont été reçus par M. Félix Faure ont été frappés de son abord toujours affable et de l'attention qu'il prêtait à l'exposé de l'objet de la visite.

Deux fois par semaine, le mardi et le jeudi, M. Félix Faure présidait le Conseil des ministres, et plus d'une fois il a dû exercer sa nature... conciliante à apaiser bien des conflits entre personnalités ministérielles.

Le mercredi — seul jour où il n'y avait ni réception, ni Conseil — le Président consacrait sa matinée à des visites d'hôpitaux, d'établissements de bienfaisance ou de casernes.

A midi, le déjeuner était servi, et le Président à toujours déjeuné à l'Elysée. Très souvent, il avait à sa table M. et Mme Berge et leur fils, un enfant de sept ans, qui faisait la joie de son grand-père.

A une heure, M. Faure sortait de table, et ses invités et lui passaient au fumoir, car, ainsi que l'a écrit un de ses biographes, M. Paul Bluyssen, « le Président a introduit à l'Elysée le cigare et même la pipe qui n'avaient pas le droit d'entrée sous M. Grévy ou M. Carnot ».

A deux heures, reprise de la tenue officielle : réception des ambassadeurs qui respectent leurs lettres de créance, ou visite d'inauguration d'une exposition de beaux-arts, ou à une exposition de cerclage, etc. De temps à autre il faisait une promenade à pied dans les Champs-Élysées.

La fin de l'après-midi était consacrée à quelques audiences. Puis à sept heures et demie, sonnait l'heure du dîner. Après le dîner, M. Faure, dont l'activité était sans bornes, recevait des amis, ou paraissait dans le *salon* de Saint-Cyr, Polytechnique, Ecole centrale, Hôtel de Ville, où toujours il fut chaleureusement accueilli.

A huit heures, le Président regagnait ses appartements. Aux fêtes de l'Elysée, il ne se couchait pas avant une heure du matin.

A propos de ces fêtes, disons que les invitations pour le bal de l'Elysée, qui devait avoir lieu jeudi prochain, avaient été lancées il y a huit jours.

LE VOYAGE EN RUSSIE

Le voyage, en Russie, qui remonte déjà à près de deux années, aura été la dernière joie de cet homme que la mort saisisa au seuil de l'Exposition de 1900.

Ce voyage s'est accompli du 18 au 24 août, au milieu d'un rêve auquel une cinquantaine de Français ont assisté et dont leurs yeux sont encore éblouis.

Après trois journées consacrées, la première à l'Empereur et à sa famille, la seconde à la foule, la troisième à l'armée, les paroles décisives d'alliance et d'amitié furent prononcées, à bord du *Port-au-Fort*, dans la matinée qui précéda le départ.

Par toute son attitude et par l'heureux choix de ses paroles, M. Félix Faure sut charmer tous ceux qui le voyaient, et quand il revint dans Paris illuminé et pavé, la France entière lui prouva qu'elle appréciait à son juste prix la grande œuvre de sécurité nationale que le Président venait d'achever avec tant de bonheur, tant de dignité et tant de tact.

C'était l'apothéose.

On sait la fin, et toute la France en demeure attristée.

Les cabinets constitués par M. Félix Faure

Il est intéressant de rappeler les différents ministères formés sous la Présidence de M. Félix Faure. Il y en a eu cinq du 17 janvier 1895 au 16 février 1899.

CABINET RIBOT (27 janvier 1895)	
RIBOT.....	Président du Conseil et finances.
G. LEYGUES.....	Intérieur.
HANOTAUX.....	Affaires étrangères.
TRARIVEL.....	Justice.
GÉRARD ZURLINDEN.....	Guerre.
AMIRAL BERNARD.....	Marine.
POINCARÉ.....	Instruction publique.
GADAUD.....	Agriculture.
ANDRÉ LEBON.....	Commerce et industrie.
DUPUY-DUTEMPS.....	Travaux publics.
CHAUMES.....	Colonies.

CABINET BOURGEOIS (1 ^{er} novembre 1895)	
LÉON BOURGEOIS.....	Présidence du Conseil et intérieur.
RIEUNIER.....	Affaires étrangères.
RICARD.....	Justice.
CAYLA.....	Guerre.
LOCKROY.....	Marine.
DOUMER.....	Finances.
COMBES.....	Instruction publique et cultes.
VIGIER.....	Agriculture.
MESUREUR.....	Commerce.
GOYOT-DESSAIGNE.....	Travaux publics.
GUYSSE.....	Colonies.

CABINET MÉLINE (20 avril 1896)	
MÉLINE.....	Présidence du Conseil et agriculture.
BARTHOU.....	Intérieur.
HANOTAUX.....	Affaires étrangères.
DARLAN.....	Justice et cultes.
GÉRARD BILLOT.....	Guerre.
AMIRAL BERNARD.....	Marine.
COCHERY.....	Finances.
RAMBAUD.....	Instruction publique.
BOUCHER.....	Commerce et industrie.
DELPECH.....	Sous-secrétariat des postes et télégraphes.
TUREL.....	Travaux publics.
LEBON.....	Colonies.

Le 3 décembre 1897, M. Darlan, ministre de la justice, a été remplacé par M. Miliard.

CABINET BRISSON (28 juin 1898)	
H. BRISSON.....	Présidence du Conseil et intérieur.
SARRIEN.....	Justice.
DELCASSÉ.....	Affaires étrangères.
PEYTRAL.....	Finances.
CAYLA.....	Guerre.
LOCKROY.....	Marine.
L. BOURGEOIS.....	Instruction publique.
TILLAYE.....	Travaux publics.
MARÉCHAL.....	Commerce et industrie.
VIGIER.....	Agriculture.
TROUILLOT.....	Colonies.
VALLÉ.....	Sous-secrétariat de l'intérieur.
MOUGEOT.....	Sous-secrétariat des postes et télégraphes.

Le 5 septembre, le général Zurlinden remplace au ministère de la guerre M. Cayla, démissionnaire.

Le 17 septembre, le général Chanoinne remplace au ministère de la guerre le général Zurlinden, démissionnaire.

Le même jour, M. Jules Godin est nommé ministre des travaux publics en

remplacement de M. Tillaye, démissionnaire.

CABINET DUPUY (1 ^{er} novembre 1898)	
CH. DUPUY.....	Présidence du Conseil et intérieur.
LEBRET.....	Justice.
DELCASSÉ.....	Affaires étrangères.
J. LÉGERAND.....	Sous-secrétariat de l'intérieur.
PEYTRAL.....	Finances.
DE FREYNET.....	Guerre.
LOCKROY.....	Marine.
G. LEYGUES.....	Instruction publique.
DELMORE.....	Travaux publics.
MOUGEOT.....	Commerce.
VIGIER.....	Sous-secrétariat des postes et télégraphes.
GUILLAIN.....	Colonies.

A l'issue du Congrès, le ministre Dupuy offrit, selon l'usage, sa démission au nouveau Président de la République. Celui-ci sera libre ou de maintenir le ministère actuel ou d'en former un nouveau.

LA NOUVELLE DE LA MORT DANS PARIS

La nouvelle de la mort du Président a été d'abord assez longue à se répandre. Sur le boulevard tout le monde l'ignorait et les premières personnes qui sont venues l'apporter se sont heurtées à une impassible incrédulité.

Cependant, vers onze heures, le Bar de la Bourse, rue Montmartre, affiche un placard, tracé à l'encre sur l'envers d'un programme de courses. Ce placard, encadré de noir, portait ces mots : *Agence Havas. Mort de Félix Faure. Naturellement, il attire vite l'attention des passants.*

Au même moment un camelot, vendeur du *Courrier du soir*, arrive tenant son journal déplié avec cette inscription à l'encre : *Félix Faure est mort !* Il avoue d'ailleurs loyalement que la nouvelle n'est point dans son journal. Mais elle se répand, cette nouvelle, avec la rapidité de l'éclair et en un clin d'œil tous les autres camelots, abandonnant leur vente, prennent leur course vers la rue du Croissant dans l'espoir qu'un journal quelconque publiera une édition spéciale et qu'ils pourront en profiter.

Ils arrivent en foule et se groupent pour attendre à l'entrée de la rue que survienne un fort peloton de gardiens de la paix, envoyés là en cas de tumulte possible.

Un seul incident : un imbécile qui choisit mal son moment déploie une affiche-reclame, représentant M. Félix Faure buvant un apéritif, et veut faire une plaisanterie. Il est fortement houspillé et se sauve à toutes jambes.

La sortie des théâtres s'effectue sans rien de particulier. Jusqu'à minuit moins le quart, les boulevards ont leur aspect ordinaire. Mais, à partir de ce moment, un journal ayant mis à l'angle du faubourg Montmartre et du boulevard un transparent annonçant la mort du Président, la foule se groupe en face.

Les propos les plus divers circulent. Beaucoup de gens sont persuadés, malgré les explications qui leur sont données, que M. Félix Faure a été victime de quelque mystérieux attentat. Le sentiment général est une triste surprise, même une certaine anxiété. On se demande si, dans la situation déjà tendue, cette mort subite ne va pas compliquer encore les événements.

Dans les quartiers éloignés du centre la nouvelle a été apportée vers minuit par les conducteurs des omnibus qui l'avaient apprise en route. Elle a produit le même sentiment d'inquiétude et d'étonnement.

Aux abords de l'Elysée, peu de monde. Une centaine de curieux qui, d'eux-mêmes et sans y avoir été obligés par les gardiens de la paix chargés d'assurer le service d'ordre, se tenaient silencieux sur le trottoir faisant face à l'entrée principale du palais. Il n'a même pas été nécessaire d'arrêter la circulation des voitures et des omnibus.

En revanche, la petite porte de gauche du palais était assiégée par une foule de reporters et de correspondants de journaux étrangers. Mais personne n'était admis à l'intérieur ; la consigne était des plus sévères, et pour franchir le seuil, il fallait montrer patte blanche. Les amis seuls de la famille et les ministres, nous a-t-on dit, pouvaient pénétrer à l'intérieur.

Les Présidents de la République

Depuis la fondation de la troisième République, six Présidents se sont succédé à la tête de l'Etat.

Un seul, M. Jules Grévy, put accomplir son premier septennat ; mais, réélu pour une même période, il fut démissionnaire avant de l'avoir accompli.

Deux Présidents de la République sont morts dans l'exercice de leurs fonctions : Carnot, assassiné par l'anarchiste Caserio, et M. Félix Faure.

Il n'est pas sans intérêt de consigner la durée de ces six présidences.

Elu Président de la République le 31 août 1871, M. Thiers démissionna le 24 mai 1873. Il est donc resté au pouvoir 1 an 8 mois et 24 jours.

Le maréchal de Mac-Mahon fut Président de la République du 25 mai 1873 au 30 janvier 1879, soit pendant 5 ans 8 mois et 5 jours.

M. Jules Grévy conserva la présidence du 30 janvier 1879 au 3 décembre 1887, c'est-à-dire 8 ans 10 mois et 3 jours.

M. Sadi Carnot, élu le 3 décembre 1887 et assassiné le 25 janvier 1894, fut Président de la République pendant 6 ans 6 mois et 22 jours.

M. Casimir-Perier, élu le 27 juin 1894 et démissionnaire le 15 janvier 1895, ne resta à l'Elysée que 6 mois et 19 jours.

Enfin, M. Félix Faure, élu le 17 janvier 1895 et mort le 16 février 1899, aura été Président de la République pendant 4 ans et 1 mois.

Le Président du Conseil actuel, M. Charles Dupuy, se trouve ainsi avoir présidé trois crises présidentielles successives : il était à la tête du ministère quand fut assassiné le Président Carnot ; il y était encore lorsque démissionna le Président Casimir-Perier ; et il y est aujourd'hui, alors qu'il va falloir donner un successeur au Président Félix Faure, enlevé subitement par une attaque d'apoplexie.

LE CONGRÈS

En somme on a connu beaucoup trop tard dans la soirée la mort du Président de la République pour que les politiciens,

ceux qui espèrent lui succéder et les autres, aient eu le temps de se réunir, de se concerter.

Toutefois, au hasard des rencontres, dans les ministères, aux présidences des deux Chambres, dans les cercles, sénats, députés passaient en revue les candidats probables ou possibles. On prononçait, mêlé, les noms de MM. Méline, Loubet, Paul Deschanel, des généraux Sausser, Zurlinden, Jamont, de MM. Charles Dupuy, Brisson et même Cavaignac.

Mais ce sont les noms de MM. Méline, Loubet et Deschanel qui reviennent le plus souvent dans les conversations de la foule.

Nous serons fixés samedi puisque le Congrès aura lieu samedi.

DANS LA PRESSE

Voici quelques extraits des articles qui paraissent ce matin dans les journaux parisiens :

De M. Clemenceau, dans l'*Aurore* :

Félix Faure vient de mourir. Cela ne fait pas un homme de moins en France. Néanmoins, voici une belle place à prendre. Les prétendants ne manquent pas.

C'est Félix Faure qui avait entrepris, pour son propre compte et pour le compte des autres coupables, d'étouffer la révision du procès Dreyfus.

On va mettre aux enchères, pour la succession au trône, la continuation, l'achèvement de l'œuvre abominable. La couronne est à qui se fera fort d'écraser l'innocence et d'assurer au crime l'impunité sans considérer les inconvénients. C'est le jour de Dupuy et de Freyinet qui se lève brusquement.

Je vote pour Loubet.

De M. Dupuy :

Cette mort soudaine, inattendue, accroît assurément les difficultés, les obscurités au milieu desquelles se débat la France.

C'est sortira-t-il de l'après bataille qui va se livrer autour de ce corps ? Ça a été le cri général, hier soir, dans Paris lorsque la nouvelle s'est surprenante que l'on n'y voyait point croire d'abord, s'est répandue : Qui ? Inavouable ! J'ai dit tout à l'heure que M. Charles Dupuy avait trouvé le mot exact de la situation ; ce mot est : vigilance. Le président du Conseil l'adressa aux agents placés sous ses ordres ; nous l'adressons, nous, à tous les républicains.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la liberté publique et le droit élémentaire des citoyens, le fait, sous peine de mort, que tous les républicains aient porté à l'Elysée un homme sûr, qui décourage toute pensée de violence ou de trahison.

De M. Jaurès, dans la *Petite République* :

Nous ne nous attardons pas à juger l'homme qui vient de mourir. Il a fait beaucoup de mal, non par un parti pris de réaction, mais par une complaisance égoïste à toutes les forces réactionnaires. Il est de ceux qui ont achevé la République à la crise redoutable où elle se débat aujourd'hui.

Maintenant, c'est à la République que doit aller toute la pensée de tous les républicains. A l'heure trouble où fermentent les rêves de coup d'Etat, où l'action combinée de l'Eglise et de l'oligarchie militaire met en péril la

en leur faisant des conférences qui les initieront aux principales connaissances usuelles.

M. Lavissee fronce le sourcil : — Mes chers amis, leur dit-il, le premier devoir d'un conférencier est d'intéresser. C'est rarement le mérite des questions usuelles. Votre idée de donner des conférences est excellente, mais il ne les faut pas ennuyeuses, ni banales. Soyez sûrs que vous ferez plus de bien en amusant pendant toute une soirée une famille où l'on s'occupe de développer un sujet pratique appris la semaine précédente et peut-être difficile à digérer.

M. Lavissee parla si bien qu'il se fit comprendre, et que tous les étudiants lui donnèrent raison.

Mais, alors, quelles seraient les conférences à créer ?

— Ah ! dit l'éminent professeur de la Faculté des lettres, je n'ai qu'à me souvenir pour vous donner un excellent conseil.

« Au lycée Charlemagne, où j'ai fait mes études, il y avait par classe deux professeurs d'histoire entre lesquels les élèves choisissaient. L'un était fort documenté, mais très aride. Les dates, les faits tombaient de ses lèvres comme l'eau d'un torrent.

« L'autre, qui avait revêtu le théâtre, était on ne peut plus pittoresque ! Il disait : « Mes amis, nous avons à étudier aujourd'hui Richelieu. Je vous ai apporté le *Cinq-Mars*, de Vigny ; *Marion Delorme*, d'Hugo ; *Diane*, d'Emile Augier, et bien d'autres drames ou romans. Nous allons voir ensemble comment ces grands littérateurs ont jugé Richelieu, et nous les corrigerons. C'était pour nous tous un régal délicieux et si profitable que ceux qui ont de la sorte étudié Richelieu le connaissent aujourd'hui aussi bien que M. Hanotaux. Voilà donc ce que je vous conseille de faire avec les ouvriers. »

L'idée prit corps. Elle enthousiasma les étudiants. Bref, ils ont retenu trois salles : l'une à Montrouge, l'autre à Vaugirard, l'autre à Montparnasse, où, une ou plusieurs fois par semaine, ils feront soit tout seuls, soit avec l'aide d'artistes de nos grands théâtres — des conférences logiques, où ils exposeront devant les ouvriers, à l'aide de lectures dramatiques, ce que les grands écrivains ont dit de tel personnage historique ou de telle grande question humaine. Ils ont fait part de cette idée à M. Bailliet, de la Comédie-Française ; elle l'a séduit. Il va demander à M. Jules Claretie la permission de redevenir étudiant pour un public d'ouvriers. Evidemment, l'administrateur de la Comédie-Française consentira.

Aujourd'hui vont être préparés les premiers programmes. Ce ne sont pas ceux-là qui seront les plus difficiles à établir. Mais, quand on entreprend une bonne œuvre, il n'y a point à compter avec la peine. Or, l'œuvre est des plus intéressantes. Elle ne peut manquer de réussir. C'est peut-être parce qu'il en est sûr, que M. Ernest Lavissee se sent content d'en avoir eu l'idée.

Charles Chincholle.

LES COLONIES

Soudan français

La chute de Samory et la pacification du sud de nos possessions du Soudan, vont permettre de songer aux régions nord et nord-est, où des complications restent toujours à craindre.

Là, en effet, nous avons de gênants voisins, Kountas et Touaregs, dont les incursions incessantes rendent presque illusoire l'occupation de Tombouctou et Say.

Par deux mesures qui font honneur à son initiative, le général de Trentinian, en reprenant ses fonctions de lieutenant-gouverneur du Soudan, vient d'affirmer son intention de mettre fin à un pareil état de choses.

L'unité d'action s'imposant dans la politique à suivre dans ces régions, les cercles du nord de la Boucle et de l'est Macina sont réunis sous une même direction. Ce commandement a été confié au lieutenant-colonel Klobb, dont les précédents services dans la région nord ont confirmé l'énergie et la haute compétence. Il résidera dans la Boucle, à Bandiagara.

A Tombouctou, un corps spécial de méharistes, montés sur des chameaux du Sahel, est en formation. Un officier de cavalerie, le lieutenant de Gail, a été chargé de cette création. Envoyé cet hiver, par le général de Trentinian, en mission spéciale dans l'extrême sud algérien, il a pu étudier sur place l'organisation des Maghzens sahariens et des

méharistes de Fort Mac-Mahon. Il n'est pas douteux qu'une troupe de cette nature, conduite par un officier entreprenant et d'expérience, puisse rendre des services inappréciables contre un ennemi aussi redoutable que les Touaregs. C'est tout à l'honneur du général de Trentinian de l'avoir compris et de ne pas oublier que nos morts de Goundam et de Rhergo attendent toujours leur vengeance.

Intérim.

Nouvelles Diverses

LA NOUVELLE AFFAIRE D'ESPIONNAGE

M. Boucard continue lentement, mais prudemment, l'instruction de l'affaire du sous-lieutenant Boisson, accusé, comme on le sait, d'espionnage.

L'examen des papiers saisis est presque terminé et le juge va envoyer plusieurs commissions rogatoires à des parquets de province, afin de vérifier les réponses faites par l'inculpé qui prétend que les papiers trouvés dans sa valise proviennent de plusieurs de ses amis qui occupent des situations officielles.

Baradai a été entendu hier par M. Boucard qui, à la suite de son interrogatoire, lui a accordé sa mise en liberté provisoire en attendant une très probable ordonnance de non-lieu.

LE CRIME DE PANTIN

L'instruction relative à l'assassinat de José San-Pedro ne fait pas de très rapides progrès en raison du manque de témoins ou même encore de l'entêtement de gens qui, bien placés pour renseigner la justice, se contentent, depuis le début de l'information, dans cette simple phrase qui ne varie jamais, malgré les questions les plus habiles :

« Nous n'avons rien vu, rien entendu. »

M. Fayard, commissaire de police de Pantin, a fait transmettre hier à M. le juge Lemerrier une chemise ensanglantée trouvée deux jours après le crime dans le jardin d'un pensionnat religieux voisin du lieu du crime.

Cette chemise est marquée aux initiales de la victime. On croit qu'il s'agit là d'une simple coïncidence.

Un nommé Wiedner, d'origine allemande, établi changeur, 45, rue Aubert, disparaissait subitement, il y a une quinzaine de jours, en empruntant aux nombreux gogos dont il avait su capter la confiance l'argent que ceux-ci lui avaient confié.

Prévenu par les plaintes des dupes, le Parquet chargea M. Anquetil, juge d'instruction, de mener aux mains cette affaire. Une perquisition fut faite chez cet escroc, les livres de comptabilité furent saisis, et on put établir, en les compulsant, que le passif du changeur en fuite dépassait six cent mille francs.

Hier matin, conformément à une ordonnance du juge instructeur, M. Marion, commissaire aux délégations, est rendu de nouveau dans les bureaux de Wiedner sur la porte desquels les scellés avaient été apposés.

M. Marion a fait ouvrir le coffre-fort. Ce meuble était vide et on n'y a trouvé que deux timbres-poste de quinze centimes. Le commissaire est allé ensuite perquisitionner au domicile particulier du fugitif, 39, rue des Mathurins. Il n'y restait plus que les gros meubles d'un transport difficile.

On croit que Wiedner s'est réfugié en Allemagne.

ACCIDENTS

Mme Lagarde, marchande d'objets de piété, rue de la Chaise, avait pris l'imprudente habitude de s'éclairer à l'aide d'une lampe à gaz portative qu'elle plaçait sur la table de nuit.

Avant-hier soir, sentant le sommeil la gagner, Mme Lagarde, qui lisait, coupa la communication, en tournant le robinet adapté à la lampe, mais elle négligea de fermer le compteur.

Pendant la nuit, le tuyau en caoutchouc servait à alimenter la lampe vint à crever. Le gaz se répandit alors dans la chambre et hier matin, la pauvre femme a été trouvée asphyxiée dans son lit.

Avant-hier soir, vers sept heures, M. Jean-Baptiste Sampont, âgé de quarante-neuf ans, peintre en bâtiment, glissa et tomba au milieu de la rue du Louvre qu'il traversait.

A ce moment, arrivait à une allure assez rapide, un des omnibus Gare de Lyon-Saint-Philippe-du-Roule. Le cocher ne put arrêter assez promptement son attelage, et le malheureux peintre eut les deux jambes broyées par les roues de la lourde voiture.

M. Sampont, qui habite la Ferté-sous-Jouarre et était de passage à Paris, a été transporté à l'Hôtel-Dieu dans un état qui laisse peu d'espoir.

M. Alexandre Durbee, âgé de quarante-cinq ans, demeurant rue de Rivoli, est tombé accidentellement, hier matin, vers neuf heures, de la fenêtre de son logement, situé au quatrième étage.

Dans sa chute M. Durbee s'est fracturé le crâne. La mort a été instantanée.

Jean de Paris.

Memento. — Le service de la statistique municipale a compté, pendant le 6^e semaine, 1,087 décès, chiffre de beaucoup supérieur à celui de la semaine précédente, mais qui, néanmoins, ne dépasse pas beaucoup la moyenne de la saison, qui est de 1,082. Contrairement au bruit qu'on a fait courir, la fièvre typhoïde est très rare. Elle n'a causé que 4 décès.

On a célébré à Paris 572 mariages, et enregistré la naissance de 1,406 enfants vivants, 575 garçons et 531 filles.

* M. Jacques Colomb, ancien négociant, s'est asphyxié, hier, chez lui, rue de Valenciennes, par suite de suicide au mauvais état de ses affaires.

J. de P.

A L'HOTEL DE VILLE

Hier, M. Desfrance, directeur des travaux de la ville de Paris, a donné deux excellentes nouvelles au bureau du Conseil municipal, présidé par le docteur Navarre :

1^o L'entrepreneur chargé de la confection des égouts de la rue de Rivoli, a reconnu lui-même qu'il y avait eu malfaçon. Il s'est démis en alléguant le mal qu'il a l'empressement qu'il met à accomplir vite les travaux, l'impossibilité de surveiller en de telles conditions. Néanmoins, partout où malfaçon a été constatée par la Ville, il refait complètement toutes les parties défectueuses.

On n'a donc présentement qu'à le remercier d'avoir évité toute procédure.

2^o Les prévisions de l'eau de l'Avre ont été remises entre les mains de M. Duclaux, directeur de l'Institut Pasteur. C'est son laboratoire qui est en train de les analyser. Si les premiers renseignements se confirment, les Parisiens peuvent bannir toute crainte.

L'eau de l'Avre est aussi saine que celles des autres sources mises à notre disposition.

Henri Hamois.

Informations

Marine. — Le contre-amiral Besson est nommé au commandement de la marine à Marseille.

L'Union coloniale. — L'Union coloniale française donnera sa cinquième conférence le mardi 22 février, à huit heures et demie, dans la salle de la Société de géographie, 184, boulevard Saint-Germain.

M. Charles Prost, sénateur, président. M. L. Simon, délégué de la Nouvelle-Calédonie au Conseil supérieur des colonies, parlera des progrès de la colonisation en Nouvelle-Calédonie.

On se procure des cartes à l'Union coloniale, 44, Chaussée d'Antin.

Colonies. — Il est inexact que le gouvernement ait passé un contrat avec une société en vue de la construction d'une ligne de chemin de fer de Porto-Novo à Abomey.

Avant de passer aucun contrat, le ministre des colonies a fait mettre à l'étude les possibilités de construction d'une voie ferrée dans cette région ainsi que son prix de revient probable.

Actuellement, une mission placée sous les ordres du chef de bataillon du génie Guyon, étudie les conditions du tracé qui partirait d'un point de la côte du Dahomey, suivrait la vallée de l'Ouémé, passerait par Abomey, Caronville, Nikki et aboutirait à Madiacé sur le Niger.

Exposition de 1900. — Nous croyons devoir rappeler que les Comités d'admission pour l'Exposition de 1900 sont en train de terminer leurs travaux et que bientôt les listes d'admission vont être définitivement closes.

En particulier, le Comité de la classe 114, dont M. Binger est le président, s'occupe activement d'examiner les nombreuses demandes qu'il a reçues. Cette classe, qui est celle du matériel colonial, promet d'être très intéressante. Elle comprend :

Les matériaux et systèmes de construction aux colonies.

Habitations des indigènes ; palais ; édifices publics ou religieux ; bazars ; cases ; pailloles.

Constructions commerciales ; factoreries.

Habitations des colons ; pavillons ; maisons ; habitats ; sans doute, le sommaire.

Constructions défensives.

Outils divers et moyens de transport par terre et par eau spéciaux aux pays en voie de colonisation.

Donc, les industriels qui s'occupent plus spécialement de constructions et inventions concernant les colonies feront bien de se hâter d'envoyer leurs demandes d'admission (demandes qui ne sont que provisoires et n'engagent à rien) à M. Binger, directeur au ministère des colonies, qui s'efforcera de les faire accepter, bien que le délai réglementaire des réceptions soit déjà expiré.

Conférences. — M. Belot, professeur de philosophie au lycée Louis-le-Grand, fera ce soir, à cinq heures et demie, au Collège libre des Sciences sociales (8, rue de Tournon) une conférence sur la « Charité et la sélection ».

* M. Jules Bois fera lundi soir, à huit heures et demie, à la mairie du sixième arrondissement, place Saint-Sulpice, une conférence sur « Les Femmes philosophes », sous les auspices de la Société des études philosophiques et sociales, fondée par Mme Clémence Royer.

Anciens sous-officiers. — L'Assemblée générale ordinaire de l'Association des anciens sous-officiers des armées de terre et de mer, se tiendra ce soir, à huit heures, au siège social, 75, boulevard de Sébastopol, aux lieux dits « Le dimanche ».

Une heure et demie précisée, à la mairie du dixième arrondissement, faubourg Saint-Martin.

Il lui sembla que c'était comme un prolongement de sa vie, qu'il était là encore, et qu'il allait descendre près d'elle : — Cher parrain ! Jusqu'à son dernier jour, sa bibliothèque l'occupait !

— Il y a passé bien des heures ! — Aussi est-ce là que je le retrouve le mieux ! Pauvre parrain !

Sur le dos des volumes, avec émotion, elle lut les titres qui précisaient si bien la généreuse direction de son esprit : « La Régénération sociale par la Bonté, le Devoir humain. »

— Jusqu'à la tombe les mêmes rêves. Il est mort avec sa foi ! — Je venais de demander en même temps à madame si nous irions au cimetière cet après-midi.

— Sans doute. Ayez des fleurs. La femme de chambre, de son allure d'ombre, gagna déjà la porte. La voix de Mme Turel la fit s'arrêter :

— Avant de partir, n'oubliez pas d'expédier à monsieur les objets qu'il réclame. En avez-vous la liste ?

Oui, madame. C'est sa nouvelle adresse qui me manque.

Chez le docteur Straub, à Lauterbach (Bavière), c'est là qu'il suit son nouveau traitement. La rosée ! l'eau froide !

Dans ces paroles, que Mme Turel se disait à elle-même, aucune nuance d'ironie. Mais bien plutôt le douloureux scrupule de n'avoir pas été assez pitoyable dans cette course à travers le monde, et peut-être aussi le regret de ne plus avoir autour d'elle — même hargneux et maussade — le compagnon d'autrefois qui, à défaut de douceur, mettrait au moins le bruit de sa plainte et la sacCADE de son pas dans cette solitude si navrante !

La femme de chambre se glissa hors du salon. Un frôlement de robe contre une portière avertit Jeanne de sa disparition.

LA PERTUISINE

Les personnes qui pourraient encore douter de l'efficacité indéniable de la PERTUISINE, pour la suppression totale de la calvitie et pour la conservation de la chevelure, n'ont qu'à lire l'attestation suivante, émanant d'une autorité incontestée du monde médical.

Nous n'en demandons pas davantage. Le problème de la suppression de la calvitie est résolu :

« Je soussigné certifie ce qui suit : « J'affirme donc que la calvitie est vaincue, que le système pileux en général, ou les bulbes sont atrophiques, reprend force et vigueur, que l'étrange lotion, composée de sucres et d'extraits de plantes exotiques, appelée PERTUISINE, produit des merveilles, au grand étonnement du monde scientifique en général. »

« Son action n'est ni toxique, ni caustique, l'usage en est agréable et hygiénique. Cette lotion, en aidant les forces intimes de la nature, stimule les glandes sébacées engourdis, tonifie les sudoripares, fortifie le derme et fait disparaître l'atrophie luisante apopécique comme cicatrice du cuir chevelu. »

« En un mot, le langage ou duvet capillaire réapparaît, puis les cheveux s'allongent de même que leurs similaires. Ils renaissent là où est appliquée la PERTUISINE. »

J'ai délivré à l'inventeur, M. Pertuiset, ce certificat pour valoir ce que de raison et pour l'usage qu'il voudra en faire.

« Paris, le 15 janvier 1899. »

« Signé : Docteur ROUSSEAU, de la Faculté de médecine de Paris, médecin en chef honoraire d'hôpitaux et hospices civils, 57, rue des Martyrs, Paris. »

Afin d'affirmer sans conteste les effets indiscutables de la PERTUISINE, l'inventeur, sachant bien qu'il rencontrerait des incrédules, surtout parmi les personnes qui ont vainement tout essayé, offre de traiter à forfait, payable après résultat.

S'adresser, pour la brochure explicative gratuite et pour la vente, 53, rue Vivienne, Paris.

Figaro à la Bourse

Vendredi 16 février.

Nous avons eu un assez bon début, encore que réservé ; et cette réserve, pendant la seconde partie de la journée, a été placée à une certaine faiblesse. C'est que l'on croit nécessaire de s'aligner, la place est un peu pleine, évidemment. D'autre part, Londres a vendu sur le marché minier ; et la lourdeur — rien n'est contagieux comme cela — s'est peu à peu étendue du compartiment des mines d'or à toute la cote, le mouvement de recul étant passablement aidé par les petits spéculateurs qui ont gagné de l'argent pendant la récente reprise et qui, dans la première alerte, s'empresent de réaliser leurs bénéfices.

Le 3 0/0 est à 103 97 après 102 90 et 103 07 ; le 3 1/2 0/0 finit à 104. Ils perdent donc 40 centimes sur hier. Au comptant, c'est 15 et 20 centimes qu'ils perdent. Mais le comptant n'est indécis qu'en ce qui concerne nos rentes ; sur les obligations de la Ville de Paris et, selon son habitude, de préférence à ce qui concerne les obligations dont les cours sont situés dans le voisinage du pair, il est simplement excellent. Il en va de même pour les obligations du Crédit foncier. Les Communes 1899, qui seront émises mardi, auront un succès considérable, à en juger par les demandes dont elles sont déjà l'objet. On sait qu'avec le premier versement de 50 francs et 20 francs en souscrivant et 40 francs à la délivrance des titres, on a droit aux trois tirages d'avril, de juin et d'août.

L'Italien, après 96 30 et 96 60, reste à 96 25, son cours d'hier. L'Extérieure fléchit de 40 centimes à 55 20 après 55 05 et 55 ; il y a de la réaction aussi sur le 6 0/0 cubain à 237 ; mais, sauf peut-être pour les Andalous, les obligations des chemins de fer espagnols sont toujours fortement demandées, les Nord-Espagne sont à 268 50, le Portugal à 268 50, fait les camarades de l'Alcazar, — nous de 45 centimes seulement. Les 3 0/0 russes sont calmes. Sur le Turc C à 28 40 après 28 60 et le D à 23 90 après 23 80, je relève 15 et 10 centimes de diminution. La Banque ottomane reste à 580. Les rentes brésiliennes sont plus faibles, le 5 0/0 à 70 1/4, le 4 0/0 à 62, le 3 1/2 0/0 à 58 1/2. Les obligations de la Minas Geraes continuent à monter, et finit à 367.

De la faiblesse aussi — mais pas grand'chose — sur les établissements de crédit. Toutefois, nous ne sommes pas atteints ; et il y a même des plus-values pour la Générale à 576, la Banque internationale à 570, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 303, le Crédit industriel à 620.

Le Lyon perd 8 fr. à 1,430 ; le Midi est en avance de 5 fr. à 1,415. Les autres sont au grand calme.

Sur le Gaz à 1,320, les Magasins généraux à 675 et la Transatlantique à 330, il y a augmentation de 5 fr. ; elle est de 25 fr. pour les Voitures à 750. Le Suez à 3,807 et l'Orléans à 560, sont invariables. Réaction de 30 fr. sur la De Beers à 1,000, de 9 fr. sur la De Beers à 747 et la Thomson Houston à 1,350.

L'Italien, après 96 30 et 96 60, reste à 96 25, son cours d'hier. L'Extérieure fléchit de 40 centimes à 55 20 après 55 05 et 55 ; il y a de la réaction aussi sur le 6 0/0 cubain à 237 ; mais, sauf peut-être pour les Andalous, les obligations des chemins de fer espagnols sont toujours fortement demandées, les Nord-Espagne sont à 268 50, le Portugal à 268 50, fait les camarades de l'Alcazar, — nous de 45 centimes seulement. Les 3 0/0 russes sont calmes. Sur le Turc C à 28 40 après 28 60 et le D à 23 90 après 23 80, je relève 15 et 10 centimes de diminution. La Banque ottomane reste à 580. Les rentes brésiliennes sont plus faibles, le 5 0/0 à 70 1/4, le 4 0/0 à 62, le 3 1/2 0/0 à 58 1/2. Les obligations de la Minas Geraes continuent à monter, et finit à 367.

De la faiblesse aussi — mais pas grand'chose — sur les établissements de crédit. Toutefois, nous ne sommes pas atteints ; et il y a même des plus-values pour la Générale à 576, la Banque internationale à 570, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 303, le Crédit industriel à 620.

Le Lyon perd 8 fr. à 1,430 ; le Midi est en avance de 5 fr. à 1,415. Les autres sont au grand calme.

Sur le Gaz à 1,320, les Magasins généraux à 675 et la Transatlantique à 330, il y a augmentation de 5 fr. ; elle est de 25 fr. pour les Voitures à 750. Le Suez à 3,807 et l'Orléans à 560, sont invariables. Réaction de 30 fr. sur la De Beers à 1,000, de 9 fr. sur la De Beers à 747 et la Thomson Houston à 1,350.

L'Italien, après 96 30 et 96 60, reste à 96 25, son cours d'hier. L'Extérieure fléchit de 40 centimes à 55 20 après 55 05 et 55 ; il y a de la réaction aussi sur le 6 0/0 cubain à 237 ; mais, sauf peut-être pour les Andalous, les obligations des chemins de fer espagnols sont toujours fortement demandées, les Nord-Espagne sont à 268 50, le Portugal à 268 50, fait les camarades de l'Alcazar, — nous de 45 centimes seulement. Les 3 0/0 russes sont calmes. Sur le Turc C à 28 40 après 28 60 et le D à 23 90 après 23 80, je relève 15 et 10 centimes de diminution. La Banque ottomane reste à 580. Les rentes brésiliennes sont plus faibles, le 5 0/0 à 70 1/4, le 4 0/0 à 62, le 3 1/2 0/0 à 58 1/2. Les obligations de la Minas Geraes continuent à monter, et finit à 367.

De la faiblesse aussi — mais pas grand'chose — sur les établissements de crédit. Toutefois, nous ne sommes pas atteints ; et il y a même des plus-values pour la Générale à 576, la Banque internationale à 570, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 303, le Crédit industriel à 620.

Le Lyon perd 8 fr. à 1,430 ; le Midi est en avance de 5 fr. à 1,415. Les autres sont au grand calme.

Sur le Gaz à 1,320, les Magasins généraux à 675 et la Transatlantique à 330, il y a augmentation de 5 fr. ; elle est de 25 fr. pour les Voitures à 750. Le Suez à 3,807 et l'Orléans à 560, sont invariables. Réaction de 30 fr. sur la De Beers à 1,000, de 9 fr. sur la De Beers à 747 et la Thomson Houston à 1,350.

L'Italien, après 96 30 et 96 60, reste à 96 25, son cours d'hier. L'Extérieure fléchit de 40 centimes à 55 20 après 55 05 et 55 ; il y a de la réaction aussi sur le 6 0/0 cubain à 237 ; mais, sauf peut-être pour les Andalous, les obligations des chemins de fer espagnols sont toujours fortement demandées, les Nord-Espagne sont à 268 50, le Portugal à 268 50, fait les camarades de l'Alcazar, — nous de 45 centimes seulement. Les 3 0/0 russes sont calmes. Sur le Turc C à 28 40 après 28 60 et le D à 23 90 après 23 80, je relève 15 et 10 centimes de diminution. La Banque ottomane reste à 580. Les rentes brésiliennes sont plus faibles, le 5 0/0 à 70 1/4, le 4 0/0 à 62, le 3 1/2 0/0 à 58 1/2. Les obligations de la Minas Geraes continuent à monter, et finit à 367.

De la faiblesse aussi — mais pas grand'chose — sur les établissements de crédit. Toutefois, nous ne sommes pas atteints ; et il y a même des plus-values pour la Générale à 576, la Banque internationale à 570, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 303, le Crédit industriel à 620.

Le Lyon perd 8 fr. à 1,430 ; le Midi est en avance de 5 fr. à 1,415. Les autres sont au grand calme.

Sur le Gaz à 1,320, les Magasins généraux à 675 et la Transatlantique à 330, il y a augmentation de 5 fr. ; elle est de 25 fr. pour les Voitures à 750. Le Suez à 3,807 et l'Orléans à 560, sont invariables. Réaction de 30 fr. sur la De Beers à 1,000, de 9 fr. sur la De Beers à 747 et la Thomson Houston à 1,350.

L'Italien, après 96 30 et 96 60, reste à 96 25, son cours d'hier. L'Extérieure fléchit de 40 centimes à 55 20 après 55 05 et 55 ; il y a de la réaction aussi sur le 6 0/0 cubain à 237 ; mais, sauf peut-être pour les Andalous, les obligations des chemins de fer espagnols sont toujours fortement demandées, les Nord-Espagne sont à 268 50, le Portugal à 268 50, fait les camarades de l'Alcazar, — nous de 45 centimes seulement. Les 3 0/0 russes sont calmes. Sur le Turc C à 28 40 après 28 60 et le D à 23 90 après 23 80, je relève 15 et 10 centimes de diminution. La Banque ottomane reste à 580. Les rentes brésiliennes sont plus faibles, le 5 0/0 à 70 1/4, le 4 0/0 à 62, le 3 1/2 0/0 à 58 1/2. Les obligations de la Minas Geraes continuent à monter, et finit à 367.

De la faiblesse aussi — mais pas grand'chose — sur les établissements de crédit. Toutefois, nous ne sommes pas atteints ; et il y a même des plus-values pour la Générale à 576, la Banque internationale à 570, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 303, le Crédit industriel à 620.

Le Lyon perd 8 fr. à 1,430 ; le Midi est en avance de 5 fr. à 1,415. Les autres sont au grand calme.

Sur le Gaz à 1,320, les Magasins généraux à 675 et la Transatlantique à 330, il y a augmentation de 5 fr. ; elle est de 25 fr. pour les Voitures à 750. Le Suez à 3,807 et l'Orléans à 560, sont invariables. Réaction de 30 fr. sur la De Beers à 1,000, de 9 fr. sur la De Beers à 747 et la Thomson Houston à 1,350.

L'Italien, après 96 30 et 96 60, reste à 96 25, son cours d'hier. L'Extérieure fléchit de 40 centimes à 55 20 après 55 05 et 55 ; il y a de la réaction aussi sur le 6 0/0 cubain à 237 ; mais, sauf peut-être pour les Andalous, les obligations des chemins de fer espagnols sont toujours fortement demandées, les Nord-Espagne sont à 268 50, le Portugal à 268 50, fait les camarades de l'Alcazar, — nous de 45 centimes seulement. Les 3 0/0 russes sont calmes. Sur le Turc C à 28 40 après 28 60 et le D à 23 90 après 23 80, je relève 15 et

